

## Les mouvements actuels

L'approche des congés payés ralentit l'action de la classe ouvrière, tout au moins dans les secteurs comme la métallurgie où il y a fermeture d'usine. Ailleurs, là où il y a étalement des congés payés, l'agitation continue. Ainsi, dans les banques, le mouvement gréviste parti du Comptoir National d'Escompte de Paris a peu à peu gagné les autres établissements bancaires. Des manifestations de rues, des heurts avec la police ont eu lieu et les trois syndicats CGT, FO et CFTC, les deux derniers entraînés par l'action de la base, ont constitué un Comité national de grève. Une fois de plus, on a pu constater la popularité d'une revendication uniforme. Les employés de banque au cours de leurs manifestations demandaient 5.000 fr. pour tous, et cela n'a pas empêché la participation de « gradés », bien au contraire.

La tiédeur des dirigeants syndicaux, surtout F.O. et C.F.T.C., les concessions des banquiers en vue de diviser le mouvement même si elles ont échoué jusqu'à présent, l'absence de perspectives, la mise en avant de la lutte service par service par la CGT (article de Delon dans l'Humanité du 8-7-57) demandant une grande combativité des employés pour être surmontés. Néanmoins, la formation d'un Comité National de grève, les promesses de luttes larges nationalement qu'il implique sont un premier succès de l'action.

A la S.N.C.F., la menace de grève est écartée. La presse bourgeoise a poussé un soupir de soulagement, tant sa crainte était grande de voir rééditer un nouvel Août 1953.

La grève de 48 heures terminée, une Commission de travail fut constituée avec la participation de tous les syndicats, C.G.T. comprise pour la première fois depuis de longues années. Après deux mois de multiples bavardages, tergiversations, etc..., la Commission a statué. Sur les 18 milliards économisés sur le dos du personnel en 1956, 7 milliards au personnel actif et 900 millions aux retraités ont été répartis. Les quelques centaines de francs obtenus ne font pas le compte, le résultat est maigre et il est inévitable que la lutte pour les salaires reprenne. Le communiqué de la CGT ne trompe personne, c'est l'éteignoir. C'est tout au moins l'impression qu'en tirent les cheminots. Il est vrai que la reprise de l'action, là également, se heurte au refus d'une action générale prolongée par les syndicats. La CGT là encore appuyait pour les grèves tournantes. A part un dépôt à Saintes et un autre dans la même région, on n'a pas assisté à un renforcement de cette forme d'action.

A la Sécurité sociale, où les 6.000 francs étaient venus à la surface, il y a plafonnement de l'action. Là encore des débrayages à la grève de 24 heures; la forme de lutte laisse à désirer.

Partout ailleurs, dans la métallurgie, les débrayages limités sont la règle en général. Chez Renault les seuls mouvements ont eu lieu dans la dernière période chez les électriciens, les services d'entretien, maçonnerie (1.000 à 1.500 grévistes) pour des revendications particulières comme la revalorisation de la profession d'électricien, mais aussi contre la multiplication des taux de paie par catégorie, l'alignement du coefficient de production sur celui du reste de l'usine, etc...

La répugnance des ouvriers à des mouvements prolongés actuellement ne tient exclusivement qu'à la politique de leurs organisations.

La rentrée promet d'être riche.

**AIDEZ-NOUS! ABONNEZ-VOUS! SOUSCRIVEZ! SOUSCRIVEZ!**

## Avant le Congrès du Syndicat National des Instituteurs

A partir du 17 juillet, se tiendra le Congrès du Syndicat National des Instituteurs. Pivotal de la Fédération de l'Education Nationale qui a su éviter la scission de 1948, le S.N.I. devrait être à même de contribuer efficacement à la solution des problèmes qui se posent à l'ensemble du mouvement syndical. Sa position particulière lui permet d'intervenir avec poids dans le débat actuel sur l'unité syndicale. D'autre part, le S.N.I. n'a jamais hésité à prendre position sur les grandes questions politiques qui intéressent directement les syndicats. Son action pratique en faveur de l'unité d'action entre les diverses centrales devrait se compléter d'un effort d'éclaircissement, portant sur les conditions d'une politique syndicale efficace. Sans doute est-ce dans cet esprit que la direction du syndicat a inscrit à l'ordre du jour du Congrès un rapport sur « l'internationalisme prolétarien ».

Il est malheureusement à craindre que, malgré la réunion de conditions si favorables, les débats du Congrès ne soient pas à la hauteur des responsabilités qui incombent au S.N.I. A qui la faute? Certainement pas aux syndiqués qui ne manquent jamais de combativité quand ils en ont l'occasion. Les responsabilités de la direction n'en sont que plus grandes.

Comme à l'habitude, une partie importante du Congrès sera consacrée à la discussion du rapport moral de la direction sortante. Des positions prises dans le passé dépendent en effet pour beaucoup les méthodes qui seront employées à l'avenir. Et c'est déjà l'orientation future qui est discutée avec le rapport moral. Ce rapport nous le connaissons; après sa lecture, il n'est pas excessif d'affirmer qu'il cherche à monter en épingle certaines prises de position du Bureau National, pour éviter un débat sur la carence profonde dont il a fait preuve tout au long de l'année dernière. Forestier, secrétaire général du S.N.I., a lancé avec Pastre (de la CGT) et Lapeyre (de FO) un appel à la réunification syndicale. Rien à redire à cela; malheureusement, il est clair que l'unité syndicale, dans l'état actuel du mouvement ouvrier, ne peut être le fruit que d'une série de luttes, auxquelles prendront part les travailleurs. A défaut de cela, de simples rapprochements de sommets risquent d'être entachés d'une grave confusion (ce qui est d'ailleurs le cas à l'heure actuelle: Lapeyre le signataire de l'appel a fait montre au Congrès de la C.I.S.L. d'opinions ultra-colonialistes). Malgré cela les responsables du S.N.I. ne proposent dans aucune de leur motion de politique concrète. Par contre, ils ne manquent pas de revenir fréquemment sur leur condamnation de l'intervention soviétique en Hongrie. Le S.N.I. a, dans l'ensemble, réagi correctement aux développements de la révolution hongroise. Mais, dans ce domaine aussi, les déclarations ronflantes et les appels à la conscience universelle ne suffisent pas. La grande leçon de la Hongrie, il faut la rechercher dans l'initiative révolutionnaire dont ont fait preuve les travailleurs, organisés en Conseils. Comment susciter de pareilles initiatives en France? Quelle politique suivre pour atteindre ce but? Tel est le vrai problème, qu'esquive la direction du syndicat.

Rien d'étonnant à cela d'ailleurs, car en abordant la question nous touchons au côté faible de l'action du S.N.I. Trois problèmes intéressaient directement les instituteurs: lutte pour la paix en Algérie, lutte pour les salaires, lutte pour la laïcité. De cette dernière, il n'a guère été question, sauf pour empêcher l'action de quelques cartels locaux. Pour les salaires, les instituteurs ont pu assister à un réveil soudain de leur syndicat à la fin de l'année scolaire: ce fut le projet d'une grève à la fin juin, sans préparation d'aucune sorte. Pourtant, depuis plusieurs mois, des sections départementales et plusieurs sous-sections locales de la Seine avaient demandé

que soit envisagée une action générale pour les traitements; des formes d'action furent même proposées (une grève de 24 heures préparant une action de plus longue durée). Mais c'est seulement quand le mécontentement fut trop grand, et la chute de Mollet assurée que le S.N.I. se lança à l'action — deux mois au moins trop tard. Quant à l'Algérie, il en fut constamment question dans « l'Ecole Libératrice », organe du Syndicat. Avec gravité, Forestier et les membres de la majorité demandèrent une conférence de la Table Ronde. Mais pas question d'action. Pourtant le SERP avait prévu, l'an dernier, de s'adresser à FO et à la CGT pour impulser une lutte de masse contre la guerre. Pourquoi le S.N.I. n'aurait-il pas pris une initiative identique à l'échelon national — ou, au moins, combattu par que le FEN agisse de la sorte?

Pourquoi? Mais c'est là tout le problème. Parce qu'il y avait à la tête du gouvernement un socialiste. Et la majorité du S.N.I., malgré son indépendance tant vantée, s'est trouvée absolument incapable d'entreprendre une défense systématique des intérêts des instituteurs contre un gouvernement présidé par Mollet. Et le débat sur l'activité passée et future du S.N.I. devrait être un débat sur une politique syndicale vraiment indépendante qui, sans respect pour les appareils des Partis, intègre le combat des enseignants à celui de la classe ouvrière. Débat qui aurait à trancher de problèmes politiques, dont celui de l'unité du prolétariat et de la constitution d'un gouvernement au service des travailleurs seraient les principaux.

La carence de la direction du S.N.I. n'est pas chose nouvelle. Et ses conséquences néfastes pourraient être contrecarrées si les tendances d'opposition présentaient une politique cohérente. Malheureusement, ce n'est pas le cas. Les anciens membres de la CGT vont se regrouper autour de la motion des Bouches-du-Rhône qui, sur beaucoup de points, est supérieure à celle de la majorité. Mais, elle aussi, est singulièrement courte en perspectives d'ensemble. D'autre part, les responsables parisiens de ce courant d'opinion ont pris une décision pour le moins curieuse: celle de voter le rapport moral de la majorité sortante. Le prétexte invoqué est la nécessité de s'unir contre le fascisme renaissant. Comme si on pouvait préparer efficacement la lutte anti-fasciste en approuvant une politique de complaisance à l'égard du gouvernement Mollet qui a fait le jeu de toutes les entreprises réactionnaires. Notons d'ailleurs qu'à Paris et en province, beaucoup de ceux qui soutenaient la motion des Bouches-du-Rhône ont voté contre le rapport moral. Enfin, la position des membres du PCF sur l'affaire hongroise leur interdit d'intervenir efficacement dans des discussions auxquelles leurs adversaires donnent souvent un ton violemment anticommuniste.

Et « l'Ecole Emancipée »? Elle demeure comme par le passé, au service d'une politique d'opposition révolutionnaire. Mais ses prises de position ne rencontrent qu'un écho limité. Et elle souffre d'une contradiction entre les aspirations de ceux qui la soutiennent et la plate politique de certains de ses représentants qui, dans la pratique, s'alignent souvent sur la majorité du syndicat (allant jusqu'à des listes communes) et confondent antistalinisme avec anticommunisme.

Les débats du Congrès, malgré leurs limites, ne manqueront pas d'intéresser par l'évolution qu'ils indiqueront éventuellement dans un secteur syndical important. Mais, pour l'avenir, un problème reste posé aux révolutionnaires du S.N.I.: le regroupement d'une large opposition, qui, par un programme précis, soit à même d'associer non seulement les membres des deux minorités actuelles, mais encore une partie de ceux qui soutiennent la majorité.

CORRESPONDANT.